

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Jean-Louis-Canova-Le-projet-Cigeo>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Jean-Louis Canova : « Le projet Cigéo va trop vite »**

18 juin 2013

Jean-Louis Canova : « Le projet Cigéo va trop vite »

Source : Le Républicain Lorrain

Jean-Louis Canova : « Le projet Cigéo va trop vite »

Le président du Comité local d'information sur Bure dénonce le calendrier du projet. Une fissure de plus.

Maire d'Ancerville (55), Jean-Louis Canova est président du Comité local d'information et de suivi (Clis) du laboratoire de Bure, l'instance la mieux informée du projet Cigéo de centre d'enfouissement de déchets nucléaires.

Comment expliquez-vous l'impasse dans laquelle se trouve le débat public ?

Jean-Louis CANOVA : « Les opposants restent sur le souvenir de celui de 2005, où leurs observations n'ont servi à rien. Ils trouvent que c'est un débat bidon et si c'est la même chose cette fois-ci, nous serons nous aussi enclins à le croire. Après, il y a des problèmes d'organisation. Le débat aurait pu avoir lieu une fois celui sur la transition énergétique terminé, lequel doit notamment déterminer les données sur l'inventaire des déchets nucléaires à enfouir. On l'a dit sans être entendu. Du coup, on a l'impression que tout est fait en catastrophe. Après, la Commission a mal préparé le terrain. La réunion de crise de la semaine dernière aurait dû se dérouler avant le lancement du débat, pour voir comment réagiraient les acteurs... »

Regrettez-vous que les réunions publiques n'aient pas lieu ?

« Oui. C'est l'occasion pour les gens de poser des questions et de s'informer. S'il reprend, j'espère qu'il sera tenu compte des conclusions de ce débat. »

Pensez-vous que le projet ira au bout et se fera à Bure ?

« En mon for intérieur, oui. Je ne vois pas qui peut l'arrêter. Au-delà, je trouve que ce projet est trop rapide, il y a beaucoup de sujets de sûreté à régler. Nous avons commandé une contre-expertise indépendante à IEER, qui pose des questions. L'Autorité de sûreté nucléaire et la Commission

nationale d'évaluation en posent aussi. Mais l'Agence de gestion des déchets nucléaires ne répond pas, sauf pour dire qu'elle peut travailler pendant que le projet se construit. Pour nous, ça va trop vite. »

Les opposants dénoncent l'achat des consciences avec 30 M€ versés chaque année à chaque département...

« On nous demande de faire des lotissements, de l'assainissement, des routes, un hôtel pour accueillir ce projet. Ce n'est pas au contribuable qui habite sur place de payer ça. Quand une grosse entreprise arrive, il y a la taxe professionnelle. Là, le laboratoire n'amène rien. D'où les fonds d'accompagnement. Je reconnais que cela peut être considéré comme un achat des consciences, mais s'il y a le moindre problème, on peut dire qu'on ne veut pas du centre. Enfin, face à la situation locale, la perspective d'emplois est une opportunité. Mais cela ne doit pas être l'unique raison. La sécurité doit primer. »

Vous qui êtes le mieux informé, vous arrive-t-il de douter ?

« On se pose des questions mais nous ne sommes pas des scientifiques. C'est pour cela qu'on se fait aider par des indépendants. Après, quand on voit que tous les pays nucléarisés prônent l'enfouissement, on se dit que tous ne peuvent pas se tromper. »

Propos recueillis par Philippe MARQUE.